

## DECLARATION DEVANT LA GRAVE CRISE INSTITUTIONNELLE

### RETROUVONS L'ESPRIT DES ACCORDS DE LA TRANSITION

Barcelone, le 22 décembre 2022

Au cours des 40 dernières années, les politiques menées pour satisfaire les nationalismes ambiants pratiquées par les gouvernements successifs du PSOE et du PP -afin d'obtenir les soutiens parlementaires nécessaires au Congrès des députés- ont conduit à gouverner avec la logique improductive du «qui vivra, verra». Malheureusement, nous assistons aujourd'hui encore à un nouvel épisode de cette stratégie d'apaisement concrétisée par une série de concessions qui aboutiront très bientôt à la suppression du crime de sédition et à la réforme sur le détournement de fonds. Des concessions qui ne contribueront pas à unifier l'Espagne. Bien au contraire. Le résultat de ces concessions sera la division puisque l'on sera retombé dans le piège de ceux qui n'abandonneront jamais leurs prétentions séparatistes.

Face à la grave crise institutionnelle, le Comité de Direction de Société Civile Catalane, entité civile de référence du constitutionnalisme, en appelle au Gouvernement afin qu'il écoute la voix de ces entités qui, au jour le jour, se battent pour les droits et les libertés fondamentales des Catalans. (Dans ce sens, nous avons déjà exprimé notre position dans la déclaration publiée le 11 novembre dernier sur la suppression du crime de sédition).

Nous considérons comme une erreur historique majeure de ne pas avoir profité de l'occasion pour conclure un accord entre les grands partis de gouvernement et les forces de centre libéral, accord qui aurait évité la soumission permanente aux partis nationalistes et, par voie de conséquence, aurait évité la consolidation de certaines politiques d'apaisement improductives.

C'est aussi une grave erreur que le PSOE et le PP n'aient pas pu parvenir à un accord sur le renouvellement de la Cour Constitutionnelle et du Conseil Général du Pouvoir Judiciaire. Un sujet aussi important et aussi pertinent pour la qualité de notre système démocratique, qu'il n'aurait jamais dû devenir un élément de distorsion politique. L'indépendance du pouvoir judiciaire, comme nous l'ont rappelé à plusieurs reprises les instances de l'Union européenne, se doit de rester en dehors des intérêts partisans.

Depuis Société Civile Catalane, nous appelons à renforcer le pacte constitutionnel et l'esprit de transversalité de la Transition. Par conséquent, nous exigeons des partis politiques responsables ayant eu une trajectoire historique de gouvernance qu'ils soient capables de s'entendre sur toutes ces questions qui présentent un intérêt commun pour les citoyens, puisqu'elles contiennent les fondements même de notre système démocratique. Ces grands consensus doivent garantir la viabilité de notre Etat de droit démocratique assurant ainsi: la séparation des pouvoirs et leur indépendance ; la sauvegarde de la souveraineté nationale profondément inscrite dans le cœur de tous les Espagnols et ne peut en aucun cas être divisée ou fractionnée; la protection de tous les citoyens, en veillant à ce que leurs droits et libertés soient les mêmes sur tout le territoire espagnol.

Société Civile Catalane rappelle également à l'Exécutif qu'il est moralement tenu d'entériner les politiques publiques fondamentales en accord avec les partis ayant le sens de l'Etat et ayant assumé des responsabilités gouvernementales et non avec les forces dont le seul but est la destruction de l'État dont ils font partie intégrante.

### **Le Comité de Direction**